ACTION URGENTE

JUSTICE POUR LE MEURTRE D'UN AVOCAT DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS

Thulani Maseko était un défenseur des droits humains, avocat et opposant courageux, qui refusait de fermer les yeux sur l'oppression du peuple de l'Eswatini par le gouvernement. Il a été abattu par des inconnus armés à son domicile de Luyengo, à Mbabane, le 21 janvier. Les autorités de l'Eswatini doivent maintenant diligenter dans les meilleurs délais une enquête approfondie, impartiale, indépendante, transparente et efficace sur cet homicide et traduire en justice tous les responsables présumés. La victime et sa famille doivent avoir accès à la justice et à des recours utiles.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles - Pholile Dlamini-Shakantu
Minister of Justice and Constitutional Affairs
Ministry of Justice and Constitutional Affairs
927 Mhlambanyatsi, Usuthu Link Road
5th Floor, Mbabane
Swaziland
Courriel : ps@justice.gov.sz / pholile@swazilaw.com

Madame la ministre,

*Je vous écris afin d'attirer votre attention sur l'homicide illégal de **Thulani Maseko**, avocat défenseur des droits humains, militant et ancien prisonnier d'opinion. Le 21 janvier, deux inconnus ont abattu Thulani Maseko par une fenêtre ouverte dans son salon, sous les yeux de son épouse. Il a succombé après avoir été atteint par trois balles, une dans la tête et deux dans le torse, tirées à travers les rideaux par des personnes se trouvant à l'extérieur.*

Si le mobile de son assassinat n'a pas encore été établi, Amnesty International a des raisons de penser que cette attaque est liée à son travail d'avocat et de défenseur des droits humains. Il s'est régulièrement élevé contre les abus de pouvoir perpétrés par l'État, notamment contre ce qui est considéré par beaucoup comme une mauvaise gestion des ressources du pays, et a demandé aux autorités de mettre l'accent au développement du pays. Avant son décès, Thulani Maseko présidait le Multi-Stakeholders Forum, un groupe de partis politiques et d'organisations de la société civile réclamant des réformes démocratiques dans le pays. Il avait précédemment été pris pour cible par l'État pour avoir réclamé justice et critiqué l'appareil judiciaire du pays.

La veille du meurtre de Thulani Maseko, le roi Mswati III aurait déclaré lors d'une allocution publique qu'« on s'occuperait » des personnes appelant de leurs vœux des réformes démocratiques dans le pays.

Je vous exhorte, en votre qualité de ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles, à veiller à ce que l'homicide illégal de Thulani Maseko donne lieu dans les meilleurs délais à une enquête approfondie, impartiale, indépendante, transparente et efficace, et que tous les responsables présumés soient traduits en justice dans le cadre d'un procès équitable. Je vous demande aussi de faire en sorte que la victime et sa famille bénéficient d'un accès à la justice et de recours effectifs. Les autorités de l'Eswatini doivent respecter, protéger, promouvoir et concrétiser les droits fondamentaux de tous et toutes, y compris les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, même si leurs opinions vont à l'encontre de la position du gouvernement.

Veuillez agréer, Madame la ministre, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

En 2014, Thulani Maseko a été condamné à deux ans de prison, aux côtés de Bhekithemba Makhubu, rédacteur en chef chevronné, pour outrage à l'autorité de la justice après avoir critiqué publiquement ce qu'ils considéraient comme un manque d'indépendance et d'intégrité de la part de l'appareil judiciaire. Amnesty International l'avait adopté comme prisonnier d'opinion.

L'homicide illégal de Thulani Maseko fait suite à une série d'attaques contre des dirigeants de l'opposition et des militants pro-démocratie, qui ont tous défié le roi et réclamé des réformes sur le plan politique depuis mai 2021, notamment par le biais de manifestations nationales. Face à ces manifestations, le gouvernement a lancé une campagne de répression brutale contre le militantisme en faveur des droits humains. Des politiciens ont été emprisonnés parce qu'ils étaient simplement soupçonnés de s'être joints à des appels à la réforme sur le plan politique.

Penuel et Xolile Malinga ont été attaqués à trois reprises au cours de la seule année écoulée. Penuel est le coordinateur national du Mouvement démocratique populaire uni (PUDEMO), le principal parti politique de l'Eswatini. Son épouse, Xolile Dlamini-Malinga, est la présidente de l'aile féminine de ce même parti. En avril 2022, le domicile de Penuel et Xolile Malinga aurait été la cible de cocktails molotov lancés par des personnes soupçonnées d'être des agents de l'État. En octobre 2022, quatre hommes armés se sont introduits dans leur maison, ont tiré plus de 48 balles à l'intérieur de leur chambre, et ont ensuite incendié l'automobile familiale. La dernière attaque remonte au 23 janvier 2023, lorsque 35 balles ont été tirées dans leur chambre par des inconnus.

Maxwell Nkambule a survécu à une tentative d'assassinat en décembre 2022, après qu'il a été visé par des tirs alors qu'il se trouvait dans sa voiture. Il a porté plainte auprès de la police, mais aucune enquête n'a été ouverte. Muzi Mmema n'a pas eu autant de chance. Enlevé à son domicile dans la nuit du 27 décembre 2022, il a été retrouvé mort le lendemain à plusieurs kilomètres de son domicile avec deux blessures par balle à la poitrine.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 3 avril 2023
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Thulani Maseko (il)